

AXIS

Le système Africain de Point d'Echange Internet (AXIS) vise à promouvoir le maintien du trafic Internet local de l'Afrique à l'intérieur du continent en fournissant le renforcement des capacités et l'assistance technique pour faciliter la mise en place de points d'échange Internet régionaux en Afrique.

Principales réalisations

Les principaux objectifs du projet sont les suivants:

- Renforcer les capacités de fournisseurs de point d'échange Internet (IXP)
- Mise en place de points d'échange Internet
- Création de centres Internet régionaux
- Établissement des transporteurs Internet régionaux
- Élaboration d'un programme de formation débouchant un certificat sur les Technologies Exchange Internet et l'adopter comme un programme universitaire accrédité durable
- Un plan d'affaires détaillant les investissements concrets dans



AUC Commissioner of Infrastructure and Energy Dr. Elham Ibrahim launching the AXIS in Namibia, March 2014

les infrastructures des TIC, à financer à la fois par le public et le secteur privé

Le projet a accompli les activités suivantes:

- Le programme de renforcement des capacités sur les meilleures pratiques et les ateliers de mobilisation de la communautaire Internet ont été effectués dans 28 États membres. Un consensus a été établi dans ces pays.
- Les capacités de 500 ingénieurs et techniciens de réseaux ont été renforcée sur la mise en place, l'exploitation et l'administration des IXP dans 28 États Membres.
- Points d'échange Internet ont été installés dans 8 États Membres à la suite de fourniture d'équipements et l'assistance technique.
- Le renforcement des capacités est effectué dans les 5 régions géographiques de l'UA sur les meilleures pratiques et les avantages de la mise en place des points d'échange Internet régionaux (de RIXPs) et des transporteurs Internet régionaux (RICS).
- La feuille de route pour intégrer et adopter le contenu AXIS comme un programme universitaire accrédité durable (en français et en anglais) est élaborée.
- Les modèles de cadre de politiques d'interconnexion transfrontalières régionaux dans 4 régions sont mises en place suite à des ateliers facilitant les interconnexions régionales.
- Deux IXP pris en charge par des subventions en vue des les faire évoluer vers des RIXP.

Axis propose le renforcement des capacités et l'assistance technique pour établir IXP et de RIXP

Le Corridor Abidjan-Lagos

Le corridor Abidjan-Lagos, long de 1028 km, relie quelques unes des capitales les plus grandes et économiquement dynamiques en Afrique (Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou et Lagos) et dessert une population de plus de 35 millions d'habitants. La circulation des personnes et des biens sur plusieurs axes de ce corridor constitue le trafic le plus élevé en Afrique occidentale et centrale, comptant jusqu'à 10.000 personnes et plusieurs milliers de véhicules qui franchissent les frontières chaque jour.

Le potentiel pour le corridor Abidjan-Lagos de devenir un catalyseur pour la croissance économique et l'intégration régionale en Afrique de

l'Ouest est bien connu, et les gouvernements des cinq pays aspirent à tout mettre en œuvre pour exploiter un tel potentiel en vue d'un meilleur développement socio-économique de la sous-région.

*Corridor Abidjan-Lagos : 2x3 voies
l'autoroute de 1028 km pour relier
Abidjan - Accra - Lomé - Cotonou -
Lagos*



PIDA CONCRETS POUR L'AFRIQUE



Succès du PIDA



Le barrage éthiopien Grand Renaissance



Ce projet permettra d'ajouter au réseau électrique éthiopien 6 000 MW de puissance électrique et produira chaque année 15,700 GWh d'énergie. Une fois réalisé, cet ouvrage sera la plus grande centrale hydroélectrique en Afrique et occupera le 8e rang dans le monde. Le réservoir à 74 milliards de mètres cubes sera l'un des plus grands du continent. En septembre 2015, le barrage était à 47%



Grand- Renaissance Dam a une capacité de 6000 MW et produira 15 000 GWh d'électricité par an

de sa construction. Il est prévu que la construction sera totalement achevée en Juillet 2017.

Un avantage majeur du barrage sera la production hydroélectrique. L'électricité produite par la centrale hydroélectrique sera vendue en Ethiopie et dans les pays voisins, notamment Soudan, Djibouti et Kenya. La vente de l'électricité du barrage exigerait la construction de lignes de transmission massives vers les grands centres de consommation.

Projet hydroélectrique de Kaléta



Le projet est situé en Guinée-Conakry. Le barrage génère 240 MW de puissance, ce qui a permis de réduire les pénuries d'électricité en Guinée et de fournir de l'énergie pour le développement de l'industrie minière locale. La valeur du contrat du projet est de 446 millions de dollar américains, financée par les gouvernements guinéen et la Chinois. Sa construction a commencé en Avril 2012 et le projet a été officiellement inauguré par le Président de la Guinée, S.E Alpha Condé, le 28 Septembre à 2015.



Projet hydroélectrique INGA III



Le projet hydroélectrique d'Inga III consiste à développer une capacité de production d'électricité de 4800 MW sur le site et de la construction des lignes de transport d'électricité qui alimenteront en électricité la République démocratique du Congo (RDC) et la République d'Afrique du Sud. En Novembre 2013, le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé 68 millions \$ en financement pour le développement du site multinational d'Inga. Le soutien de la BAD facilitera le développement des institutions et des compétences locales nécessaires pour attirer des capitaux privés pour la réalisation d'Inga 3. En outre, les efforts de renforcement des capacités permettront aux acteurs locaux à faire un choix judicieux pour le principal investisseur-développeur du projet sous forme de partenariat public-privé. La Banque mettra plusieurs conseillers à la disposition du développeur du site d'Inga et de l'autorité de promotion, et mènera plusieurs études sur le projet Inga qui

Projet hydroélectrique INGA III

Projet hydroélectrique de Kaléta

va générer des gains en temps réel dans le calendrier global du projet. L'Afrique du Sud a déjà signé un accord avec la RDC à importer 2500 MW soit environ la moitié de l'électricité qui sera produite, garantissant la viabilité du projet. Signé par les Présidents d'Afrique du Sud et de la RDC en Octobre 2013, le traité, qui est le cadre de l'accord d'achat énergétique, a été ratifié par leurs parlements nationaux respectifs.



Inga III barrage pour produire 4800 MW d'électricité